ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 16 septembre 1991, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à la carte de légitimation des membres de la police communale", a donné le 30 octobre 1991 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 16 september 1991 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de legitimatiekaart van de leden van de gemeentepolitie", heeft op 30 oktober 1991 het volgend advies gegeven :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention du Gouvernement sur le fait que l'absence du contrôle qu'il appartient au Parlement d'exercer en vertu de la Constitution a pour conséquence que le Gouvernement ne dispose pas de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

PREAMBULE.

Alinéa 1er.

La loi visée ne constituant pas le fondement du projet, l'alinéa 1er est superflu et doit être omis.

Alinéa 3.

La consultation de la Commission permanente de contrôle linguistique est une formalité préalable obligatoire qui a d'ailleurs été accomplie, comme il ressort de l'alinéa 5 du préambule. Il ne se justifie pas, dès lors, de viser la loi qui impose cette formalité.

L'alinéa 3 doit être omis.

Alinéa 4.

L’article 226 de la nouvelle loi communale, qui constitue le fondement de l’arrêté en projet, n’impose pas de motiver l’arrêté d’exécution.

En conséquence, il y a lieu d’omettre l’alinéa 4.

DISPOSITIF.

Article 1er.

Il convient de fusionner en un seul article le texte de l’article 1er, de l’article 2 et de l’article 3, alinéa 1er.

La rédaction suivante est proposée :

"Les communes délivrent une carte de légitimation prouvant la qualité de membre de la police communale, aux membres de cette police titulaires, en qualité d’aspirant, de stagiaire ou d’agent définitif, d’un grade visé aux articles 1er, 2, 4 et 4bis de l’arrêté royal du 13 octobre 1986 fixant les grades du personnel de la police communale".

Article 3 (devenant l’article 2).

Selon le fonctionnaire délégué, les cartes de légitimation seront fournies aux communes par le Ministre de

l'Intérieur, qui se chargera également de leur fabrication, à l'exemple de ce que prévoit, pour les cartes d'identité, l'arrêté royal du 29 juillet 1985 relatif aux cartes d'identité.

L'arrêté en projet devrait donc être complété, de l'accord du fonctionnaire délégué, sur le modèle de l'article 3, § 2, de l'arrêté royal du 29 juillet 1985 précité.

Il y a lieu d'observer que le procédé technique de fabrication des cartes de légitimation est le même que celui des cartes d'identité, à savoir l'établissement d'un document de base, complété par les intéressés et les autorités, qui est reproduit sur la carte elle-même.

Il faut, par conséquent, que l'article 3, alinéa 2, renvoie également à des annexes contenant les différents modèles de documents de base, ainsi que le fait l'article 3, § 2, de l'arrêté royal du 29 juillet 1985.

La rédaction suivante est proposée pour l'article 3, alinéas 2 à 4, devenant l'article 2 :

"La carte de légitimation est fournie aux administrations communales par le Ministre de l'Intérieur.

L'entreprise chargée de la fabrication et de l'impression des cartes de légitimation, sous la responsabilité du Ministre de l'Intérieur, établit en vue de l'élaboration de la carte de légitimation, un document de base qu'elle envoie aux administrations communales.

Les administrations communales renvoient au plus tard dans les quinze jours le document de base complété, revêtu d'une photographie du titulaire d'un format de 35 mm x 45 mm et signé par le bourgmestre.

Le document de base est reproduit sur la carte de légitimation.

Les documents de base et les cartes de légitimation doivent être conformes aux modèles annexés au présent arrêté" (1).

Article 5 (devenant l'article 4).

Paragraphe 1er.

1. La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"La carte de légitimation porte, sur une seule face, les mentions suivantes : ... (la suite comme au projet, en remplaçant toutefois a, b, c ... par 1°, 2°, 3° ...)".

---

(1) Les modèles annexés à l'arrêté en projet ne correspondent pas aux critères fixés par plusieurs articles du projet, ni en ce qui concerne la carte de légitimation, ni en ce qui concerne les documents de base. Il y a lieu, dès lors, de rédiger deux nouvelles séries d'annexes, l'une concernant les modèles des cartes de légitimation, l'autre concernant les modèles des documents de base.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte des observations complémentaires qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

2. L'alinéa 3 devenant l'alinéa 2 doit être adapté en conséquence.

Le début de l'alinéa serait mieux rédigé comme suit :

"Sur les cartes bilingues, les mentions visées à l'alinéa 1er, 1°, 2°, 3° et 4°, sont imprimées en caractères de même type ...".

Paragraphe 2.

Le texte serait mieux rédigé comme suit :

"L'insigne de la police urbaine et l'insigne de la police rurale sont reproduits sur les modèles des documents de base et des cartes de légitimation".

Article 7.

Paragraphe 1er.

1. L'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"§ 1er. La carte de légitimation est restituée à l'administration communale qui l'a délivrée :

1° lorsque la carte est détériorée;

2° lorsqu'une ou plusieurs données figurant sur la carte sont modifiées ou lorsque la photographie n'est plus ressemblante;

3° lorsque le titulaire quitte définitivement ses fonctions, pour quelque motif que ce soit".

2. A la fin de la première phrase de l'alinéa 2, il faut écrire : "...de la Police générale du Royaume, aux fins de destruction et éventuellement de renouvellement".

La deuxième phrase du même alinéa doit être rédigée comme suit : "Le motif de renvoi est mentionné".

Paragraphe 2.

A la fin du paragraphe, il faut supprimer le mot "calendrier", l'expression "jours calendrier" n'ayant pas de signification juridique.

Le texte néerlandais du paragraphe 2, alinéa 1er, devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Le texte néerlandais du paragraphe 2, alinéa 2, devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 8 (devenant l'article 7).

Dans la première phrase, il faut remplacer les mots "doit être" par le mot "est".

ANNEXES.

La mention "Vu pour être annexé à l'arrêté royal du ..." doit figurer à la fin de chaque annexe.

OBSERVATION FINALE.

Le texte néerlandais du projet devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites comme observation finale dans la version néerlandaise du présent avis.

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht van de Regering op het feit dat de ontstentenis van de controle die het Parlement krachtens de Grondwet moet kunnen uitoefenen, tot gevolg heeft dat de Regering niet over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

AANHEF.

Eerste lid.

Aangezien de wet waarnaar wordt verwezen geen rechtsgrond oplevert voor het ontwerp, is het eerste lid overbodig en moet het vervallen.

Derde lid.

De Vaste Commissie voor taaltoezicht moet vooraf om advies worden gevraagd en die formaliteit is, zoals blijkt uit het vijfde lid van de aanhef, overigens vervuld. Er is dan ook geen reden om te verwijzen naar de wet die deze formaliteit oplegt.

Het derde lid moet vervallen.

Vierde lid.

Artikel 226 van de nieuwe gemeentewet, dat de rechtsgrond vormt van het ontworpen besluit, schrijft niet voor dat het uitvoeringsbesluit moet worden gemotiveerd.

Bijgevolg moet het vierde lid vervallen.

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

De teksten van artikel 1, artikel 2 en artikel 3, eerste lid, moeten in een enkel artikel worden samengevoegd.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"De gemeenten geven aan de leden van de gemeentepolitie die als aspirant, stagiair of vastbenoemde bekleed zijn met een graad vermeld in de artikelen 1, 2, 4 en 4bis van het koninklijk besluit van 13 oktober 1986 tot vaststelling van de graden van het personeel van de gemeentepolitie, een legitimatiekaart af waaruit blijkt dat zij lid zijn van de gemeentepolitie".

Artikel 3 (dat artikel 2 wordt).

Volgens de gemachtigde ambtenaar zullen de legitimatiekaarten aan de gemeenten worden bezorgd door de Minister van Binnenlandse Zaken die tevens voor de fabricage ervan zal zorgen naar het voorbeeld van wat door het koninklijk besluit van 29 juli 1985 betreffende de identiteitskaarten wordt voorgeschreven voor de identiteitskaarten.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat het ontworpen besluit moet worden aangevuld en dat artikel 3, § 2, van het eerdergenoemde koninklijk besluit van 29 juli 1985 hiervoor model moet staan.

Er dient te worden opgemerkt dat het procédé voor de fabricage van de legitimatiekaarten hetzelfde is als dat voor de identiteitskaarten. De techniek bestaat er immers in een basisdocument op te maken dat door de betrokkenen en door de overheid wordt ingevuld en op de kaart zelf wordt afgedrukt.

In artikel 3, tweede lid, moet er bijgevolg eveneens worden verwezen naar de bijlagen die de verschillende modellen van basisdocumenten bevatten, zoals dat het geval is in artikel 3, § 2, van het koninklijk besluit van 29 juli 1985.

De volgende redactie wordt voorgesteld voor artikel 3, tweede tot vierde lid, dat artikel 2 wordt :

"De legitimatiekaart wordt door de Minister van Binnenlandse Zaken aan de gemeentebesturen verstrekt.

Het bedrijf dat, onder de verantwoordelijkheid van de Minister van Binnenlandse Zaken, belast is met het vervaardigen en het drukken van de legitimatiekaarten, stelt ten behoeve van het opmaken van de legitimatiekaarten, een basisdocument op dat door het bedrijf aan de gemeentebesturen wordt gezonden.

De gemeentebesturen zenden het basisdocument uiterlijk binnen vijftien dagen ingevuld, voorzien van een foto van de houder ter grootte van 33 mm x 45 mm en ondertekend door de burgemeester, terug.

Het basisdocument wordt afgedrukt op de legitimatiekaart.

De basisdocumenten en de legitimatiekaarten moeten in overeenstemming zijn met de bij dit besluit gevoegde modellen" (1).

---

(1) De bij het ontworpen besluit gevoegde modellen voldoen niet aan de criteria die in een aantal artikelen van het ontwerp zijn vastgesteld, noch wat de legitimatiekaart betreft, noch wat de basisdocumenten betreft. Er moeten derhalve twee nieuwe series bijlagen worden opgesteld met, enerzijds, modellen van de legitimatiekaarten en, anderzijds, modellen van de basisdocumenten.

Artikel 5 (dat artikel 4 wordt).

Paragraaf 1.

1. Het zou beter zijn de inleidende volzin als volgt te redigeren :

"De legitimatiekaart bevat op één enkele zijde de volgende vermeldingen : "... (voorts zoals in het ontwerp, met dien verstande evenwel dat a, b, c ... worden vervangen door 1°, 2°, 3° ... en dat onder a, dat 1° wordt, het woord "hoofding" wordt vervangen door het woord "kop", onder b, dat 2° wordt, het woord "aflevert" wordt vervangen door het woord "afgeeft" en dat in het derde lid, dat het tweede lid wordt, "elkaar" wordt geschreven in plaats van "mekaar".

2. Het derde lid, dat het tweede lid wordt, moet dientengevolge worden aangepast.

Het zou beter zijn het begin van het lid als volgt te redigeren :

"Op de tweetalige kaarten worden de vermeldingen genoemd in het eerste lid, 1°, 2°, 3° en 4° in hetzelfde lettertype gedrukt ...".

Paragraaf 2.

Het zou beter zijn de tekst als volgt te redigeren :

"Op de modellen van de basisdocumenten en van de legitimatiekaarten wordt het kenteken van de stedelijke politie en het kenteken van de landelijke politie afgebeeld".

Artikel 7.

Paragraaf 1.

1. Het zou beter zijn het eerste lid als volgt te redigeren :

"§ 1. De legitimatiekaart wordt teruggegeven aan het gemeentebestuur dat ze heeft uitgereikt :

1° wanneer de kaart beschadigd is;

2° wanneer een of meer gegevens die op de kaart voorkomen gewijzigd zijn of wanneer de foto niet meer gelijkend is;

3° wanneer de houder om onverschillig welke reden zijn ambt voorgoed neerlegt".

2. In de eerste zin van het tweede lid schrijve men : "... zendt de kaart binnen vijftien dagen terug ... van de Algemene Rijkspolitie, om ze te laten vernietigen en eventueel te laten vernieuwen".

De tweede zin van hetzelfde lid moet als volgt luiden : "De reden waarom de kaart wordt teruggezonden wordt vermeld".

Paragraaf 2.

Aan het slot van de paragraaf behoort het woord "kalenderdag" vervangen te worden door het woord "dag" omdat het woord kalenderdag geen juridische betekenis heeft.

Het eerste lid van paragraaf 2 zou aldus gesteld moeten worden :

"Het gemeentebestuur trekt de legitimatiekaart van de geschorste of van zijn ambt ontheven houder tijdelijk in, hoelang die maatregel ook moge duren, alsook de legitimatiekaart van de houder wiens ambtsuitoefening om enige andere statutaire reden gedurende langer dan vijfenveertig dagen onderbroken wordt".

Het tweede lid van dezelfde paragraaf zou als volgt geredigeerd moeten worden :

"De kaart wordt aan de houder teruggegeven zodra hij zijn ambt weer uitoefent".

Artikel 8 (dat artikel 7 wordt).

In de eerste zin moeten de woorden "moet ... gemeld worden" worden vervangen door de woorden "wordt ... gemeld".

BIJLAGEN.

De vermelding "Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van ..." moet aan het slot van elke bijlage voorkomen.

SLOTOPMERKING.

De Nederlandse tekst van het ontwerp is voor verbetering vatbaar. In het advies zijn bij wijze van voorbeeld dienaangaande een aantal tekstvoorstellen gedaan.

Ook bij het redigeren van de bijlagen zou met deze opmerking rekening moeten worden gehouden.

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY, conseillers d'Etat,
Y. KREINS, staatsraden,

F. DELPEREE, assesseurs de la section de législation,
J. van COMPERNOLLE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. P. HERBIGNAT, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. B. DEROUAUX, référendaire.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. HERBIGNAT, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. B. DEROUAUX, referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. J.-J. STRYCKMANS.